

STRATÉGIE HEBDOMADAIRE Perspectives



Gestion privée

SEMAINE TERMINÉE le 24 octobre 2025

Carol Schleif, CFA, SASB-FSA
Stratège en chef du marché

Le dilemme de la consommation

« La consommation est le seul objectif de toute la production; les intérêts des producteurs ne doivent être pris en considération que dans la mesure où ils peuvent être nécessaires pour promouvoir ceux des consommateurs. »

– Adam Smith

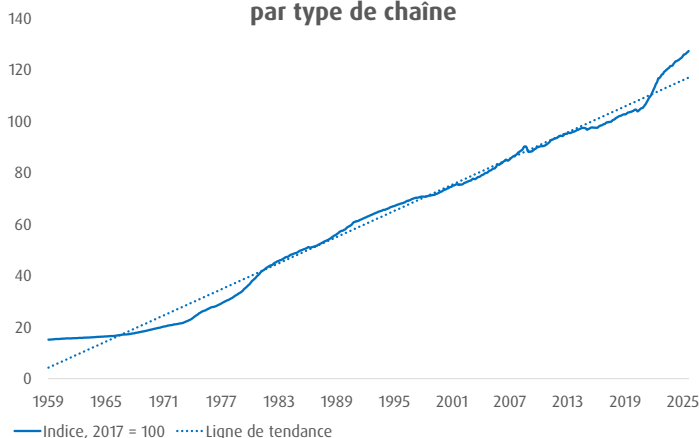
Le fil conducteur : La consommation génère près de 70 % de l'activité économique aux États-Unis. C'est ÉNORME. Il est tentant de considérer des consommateurs comme un bloc uniforme, mais des disparités importantes existent entre les différents groupes d'âge et les tranches de rémunération. Comprendre ces différences permet de bien cerner les facteurs susceptibles d'influencer la trajectoire de la croissance, l'avenir de l'industrie et peut-être même une ou deux décisions politiques au cours des prochains trimestres.

L'importance cruciale des consommateurs

Il ne faut pas sous-estimer le rôle essentiel que jouent les consommateurs dans le système financier, même si la contribution de l'intelligence artificielle et de la construction des centres de données a tendance à dominer le marché ces jours-ci. La consommation personnelle génère près de 70 % du produit intérieur brut (PIB) des États-Unis et plus de 55 % de celui du Canada. C'est sur elle que repose l'essentiel de l'activité économiqueⁱ.

Les gros titres suggèrent souvent qu'un repli important des dépenses est imminent, malgré la résilience éprouvée de la consommation dans la plupart des cycles économiques (voir le graphique). Certes, on attend encore un retour de la croissance aux niveaux d'avant la pandémie, du moins aux États-Unis. Cela dit, une chute spectaculaire ou prolongée de la consommation serait inhabituelle.

Dépenses de consommation des ménages, indice des prix par type de chaîne

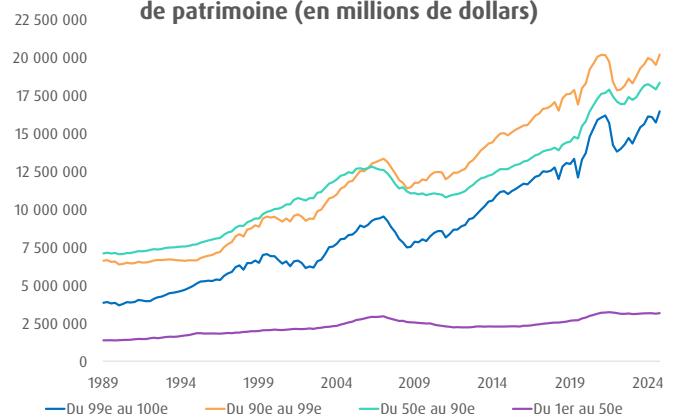


Source : Bloomberg L.P. (2025), au 31 août 2025

La courbe en K de l'économie

Le pessimisme entourant la durabilité des dépenses de consommation découle peut-être en partie du fait que la richesse est de plus en plus concentrée. Aux États-Unis, les 10 % de ménages les plus fortunés représentent la moitié des dépenses, c'est-à-dire qu'ils produisent le tiers du PIBⁱⁱ. Autrement dit, selon les données de la Banque fédérale de réserve de St. Louis (FRED), le total des actifs financiers détenus par les 9 % de ménages les plus fortunés dépasse celui des 50 % les moins fortunés (voir le graphique)ⁱⁱⁱ. On estime que les ménages de cette tranche supérieure possèdent environ 45 % du parc immobilier et près de 90 % des actifs du marché public. Fait remarquable, le dernier palmarès de *Forbes* des 400 citoyens américains les plus fortunés a écarté 500 milliardaires « trop pauvres », comme dit le magazine, pour être inclus dans la liste! Lorsque *Forbes* a publié son palmarès pour la première fois en 1982, il ne fallait que 100 millions de dollars (plus de 300 millions en dollars actuels) pour faire partie de ce groupe exclusif^{iv}.

Répartition de la valeur des actifs réels par centile de patrimoine (en millions de dollars)



Source : Bloomberg L.P. (2025), en date du deuxième trimestre de 2025

La concentration de la richesse présente des avantages et des inconvénients. Les personnes les plus fortunées ne sont généralement guère sensibles aux fluctuations de l'économie en général (ce qui contribue à soutenir l'économie globale quoi qu'il arrive). Par contre, le fait qu'elles sont peu nombreuses à détenir une si grande richesse pose des défis. La hausse de leurs dépenses peut être davantage influencée par la variation de la valeur d'actifs clés (p. ex., actions, obligations, immobilier) que par l'évolution des facteurs économiques sous-jacents. Cet effet de richesse, comme on l'appelle, peut amplifier des changements de l'économie sous-jacente, qui, autrement, passeraient inaperçus, s'ils se produisent trop soudainement ou s'ils poussent trop rapidement vers un extrême ou l'autre (dépenser ou ne pas dépenser).

La partie descendante de la courbe en K (où se situe 90 % de la population) est beaucoup plus sensible à l'évolution de la rémunération, de la situation d'emploi et de l'inflation et aux modifications apportées à la politique budgétaire et monétaire.

Par exemple, le soutien important distribué pendant la pandémie de COVID-19 a indéniablement contribué à l'accélération des dépenses que montre le graphique ci-dessus. Lorsque les mesures de relance ont pris fin et que les prix ont bondi en raison du redémarrage et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, les consommateurs de toutes les tranches de revenu, à l'exception de la tranche supérieure, ont eu des difficultés à s'adapter. Ces difficultés ont donné lieu à des frustrations croissantes, comme l'illustre la divergence grandissante entre les données économiques (dont la croissance s'est poursuivie grâce à la tranche supérieure de 10 %) et les données sur la confiance (qui ont plongé, en raison principalement des 90 % restants).

Le marché de l'emploi : les tensions sont-elles réelles ou exagérées?

Les médias ont beaucoup parlé de la progression des segments de la population les moins fortunés et intermédiaires, même si leur contribution à l'ensemble de l'activité économique est modeste. Ce faible poids économique est compensé par leur nombre : leur voix et leurs votes peuvent dicter les résultats des élections et influencer les politiques. À l'heure actuelle, la santé économique de ces segments de la population suscite de plus en plus de préoccupations, l'attention se focalisant sur le ralentissement du marché de l'emploi.

Au Canada, le taux de chômage demeure supérieur à 7 %, sous la pression des politiques commerciales et des tarifs douaniers, en particulier dans les secteurs de l'automobile, de l'acier, de l'aluminium et du bois d'œuvre. Aux États-Unis, le taux de chômage (qui est resté pendant des années sous la barre des 4 %, un creux inégalé en plusieurs décennies) a grimpé jusqu'à 4,2 %, d'après les dernières données officielles du Bureau of Labor Statistics publiées il y a un mois. Les données de sources non traditionnelles publiées entre-temps laissent entrevoir un ralentissement supplémentaire, étant donné que l'équilibre entre absence d'embauche et absence de licenciement se prolonge. La période de publication des résultats a donné lieu à des avis des mises à pied plus nombreux (bien que la réduction des effectifs demeure très sélective), en particulier parmi les employés de bureau et les catégories d'emplois les mieux rémunérées du secteur de la technologie. De nombreux responsables de la Réserve fédérale américaine, y compris le président Jerome Powell, ont mis l'accent sur le volet emploi du double mandat de la Fed dans leurs déclarations publiques. La Fed de Dallas a d'ailleurs récemment publié un article suggérant que le point d'équilibre de la croissance de l'emploi était proche de 20 000 par mois et non du niveau de 200 000 auquel les experts se sont habitués ces dernières années.

Notre avis Nous pensons qu'il est un peu prématuré de s'inquiéter du taux de chômage absolu dans l'un ou l'autre des pays. Une baisse de la création d'emplois aux États-Unis n'est pas surprenante, surtout à

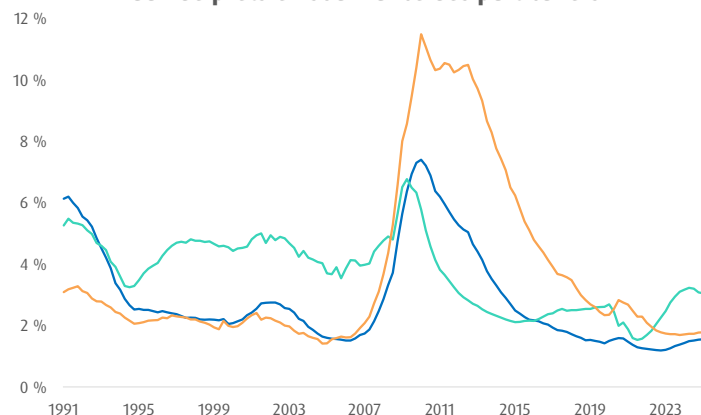
la lumière de la baisse de l'offre (contrôle de l'immigration, départs à la retraite des baby-boomers) et de la baisse de la demande (strict contrôle des marges, adoption de technologies de pointe, y compris l'IA et la robotique). **Il faut également se rappeler que pendant les décennies qui ont précédé la pandémie, le plein emploi (le niveau auquel quiconque cherche un emploi en obtient un) avait pour corollaire un taux de chômage plus proche de 5 % comparativement au taux de moins de 4 % que l'économie a connu au cours des cinq dernières années.** Au Canada, le prochain budget du premier ministre Mark Carney, qui mise sur la construction et prévoit des mesures pour améliorer le commerce interprovincial, combiné à une ou deux autres réductions des taux de la BdC devrait permettre à l'activité économique en général et à l'emploi en particulier de connaître une certaine croissance.

Acheter maintenant, payer plus tard?

La *volonté* des consommateurs de consommer dépend principalement de leur situation d'emploi. Leur *capacité* à consommer est influencée au moins autant par leur marge de manœuvre financière. Certaines manchettes alertent sur l'augmentation de l'endettement et des arriérés, mais tout dépend de la période utilisée pour effectuer la comparaison (voir le graphique). Les arriérés des cartes de crédit n'ont jamais été aussi élevés en dix ans, mais ils se situaient à de bas niveaux après la crise financière mondiale; les niveaux actuels sont nettement inférieurs à ceux observés pendant les deux décennies qui ont précédé cette période d'élimination des dettes. Les défauts de paiement dans d'autres catégories (immobilier, toutes dettes confondues) demeurent faibles. L'émergence d'outils de paiement par versements comme les programmes « acheter maintenant, payer, plus tard », qui permettent aux acheteurs de répartir le prix d'achat en plusieurs paiements de moindre valeur, complique le calcul, dans une certaine mesure, puisque ces dettes ne figurent pas dans les rapports de solvabilité ou les statistiques traditionnelles sur l'endettement global des consommateurs. Selon des estimations récentes, la taille totale du segment s'établissait à environ un demi-billion de dollars en 2024¹.

Notre avis : La pression sur les consommateurs (en particulier sur le plan psychologique) se manifeste dans les indicateurs de confiance. Les premières données publiées par des détaillants et des fournisseurs de biens de première ligne mettent en évidence la prudence des acheteurs et leur prédilection pour les produits à bas prix. Ils sont prêts à mettre le prix pour des expériences et une valeur perçue, mais ils sont tout aussi prêts à changer leurs habitudes et opter pour une marque privée ou des biens ou des expériences de remplacement. La situation financière et la situation d'emploi sont bonnes par rapport aux moyennes, ce qui permet de soutenir une consommation sélective, bien qu'hésitante.

Taux de prêts en souffrance des particuliers



Source : Bloomberg L.P. (2025), en date du deuxième trimestre de 2025

Autres facteurs à prendre en considération

La plupart des discussions sur les consommateurs tournent autour des tranches de revenu décrites ci-dessus. Cependant, les groupes d'âge sont un autre moyen important d'analyser l'apport économique.

Les **baby-boomers** (nés entre 1946 et 1964) dominent la tranche supérieure de 10 %. Ils détiennent à titre personnel la majeure partie du parc immobilier et des actifs financiers (qui présentent d'importants gains en capital intégrés et des dépenses connexes faibles). La propension à dépenser et la capacité à le faire demeurent élevées, indépendamment des facteurs économiques traditionnels.

La **génération X** (née entre 1965 et 1980) est un groupe démographique souvent négligé qu'on appelle parfois la génération sandwich, car bon nombre de ces personnes prennent actuellement soin à la fois de leurs parents âgés et de leurs enfants. Il s'agit également d'un groupe d'âge plus petit, qui est pris entre les imposantes générations du baby-boom et du millénaire. Ce groupe a été touché de plein fouet par la transition des régimes d'épargne-retraite à prestations déterminées vers les régimes autogérés d'aujourd'hui. Il s'agit maintenant du groupe qui gagne les meilleurs revenus aux États-Unis^{vi}. Une récente étude menée auprès de propriétaires d'entreprise de la génération X a montré qu'il s'agit de la génération la plus pessimiste à l'égard des perspectives économiques^{vii}.

La **génération du millénaire** (personnes nées entre 1981 et 1996) est plus importante que l'ensemble de la génération du baby-boom, l'année 1990 ayant été celle où il y a eu le plus de naissances. Ces personnes, qui ont 35 ans cette année, ont connu les attentats du 11 septembre (elles étaient en quatrième année), la crise financière mondiale (à la fin de leur secondaire) et la pandémie de COVID-19 (à 30 ans). Ces personnes doivent également des montants records au titre de leurs prêts étudiants, tandis qu'elles composent avec un prix médian des propriétés de l'ordre de 400 000 \$ et un prix médian des voitures neuves supérieur à 50 000 \$, le tout au moment où elles arrivent à l'âge idéal pour se mettre en ménage. Pour celles qui souhaitent fonder une famille, les frais de garde d'enfants peuvent rivaliser avec les versements hypothécaires. Même si leur volonté de consommer est plus élevée (peut-être grâce à leurs parents baby-boomers), leur capacité à le faire est habituellement fortement entravée par le coût d'entrée. Compte tenu de leur nombre, elles influencent notablement les dépenses marginales (ou leur absence).

Les membres de la **génération Z** (née entre 1997 et 2012) ont l'avantage d'être nés à l'ère du numérique et de pouvoir observer leurs frères et sœurs ou leurs parents plus âgés. Ils bénéficient également de certaines lois, comme la SECURE Act de 2022 (qui oblige les employeurs à inscrire automatiquement les nouveaux employés à des comptes de retraite et à offrir des mécanismes de hausse qui augmentent les cotisations selon un pourcentage fixé chaque année). En moyenne, les membres de la génération Z ont plus d'épargne et de dépôts que ceux des générations précédentes au même âge, ce qui les prépare à un avenir brillant grâce au miracle de la capitalisation. Leur capacité à consommer est élevée, mais leur volonté à le faire est atténuée par leur propension à favoriser l'épargne. Une grande partie d'entre eux participent activement aux marchés des actifs par l'intermédiaire de comptes de retraite, ainsi que par des services bancaires entièrement électroniques et les marchés des placements et des prévisions.

Conclusion : À notre avis, les rumeurs de dégringolade de la consommation sont prématurées. Les deux facteurs les plus fréquemment mentionnés – le ralentissement des marchés de l'emploi et le surendettement – ne posent pas de problème pour le segment qui réalise la majeure partie des dépenses. Du point de vue des groupes d'âge, l'importante génération du millénaire fait face à des défis sur de nombreux fronts et la génération X dont les revenus sont élevés soulève des préoccupations. Pourtant, les membres de la génération Z qui la suivent promettent d'être des épargnants judicieux et des consommateurs avisés qui contribueront à alimenter l'avenir.

Sous les projecteurs en Amérique du Nord

Jon Borchardt, analyste principal

George Trapkov, CFA, vice-président et gestionnaire de portefeuille

Cette semaine

Géopolitique mondiale – Le président Donald Trump se rend en Asie pour une semaine de réunions bilatérales. La Maison-Blanche n'a pas encore publié l'horaire officiel du président, mais les médias estiment que M. Trump pourrait s'arrêter en Malaisie et au Japon avant de participer au sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) qui se tiendra le mois prochain en Corée du Sud. La Malaisie est une importante plateforme de semi-conducteurs et abrite la plus grande installation de traitement d'éléments de terres rares (ETR) du monde à l'extérieur de la Chine. La Malaisie chevauche également la mer de Chine méridionale et le détroit de Malacca, deux voies de navigation essentielles d'importance stratégique pour l'armée américaine. Cette semaine, le parlement japonais a élu Sanae Takaichi, première femme première ministre du pays. La première ministre Takaichi est très axée sur la sécurité nationale et soutient le renforcement de l'alliance de défense entre les États-Unis et le Japon, l'adoption d'une position plus ferme à l'égard de la Chine, l'exécution de politiques de croissance industrielle et le recours à des politiques d'amlocalisation pour améliorer la fiabilité de la chaîne d'approvisionnement. Chacun de ces thèmes s'inscrit dans l'orientation du programme de Trump et pourrait bien être un sujet de discussion clé pour le président lors du sommet de l'APEC, dont l'événement principal devrait être une réunion bilatérale entre le président Trump et le président chinois Xi Jinping. Le monde espère collectivement que les tensions commerciales se dissiperont. Le voyage du président est l'occasion de solidifier ou, du moins, d'élaborer davantage le cadre des accords commerciaux avec plusieurs pays. Sa réussite réduirait l'incertitude pour les investisseurs et les entreprises et, par conséquent, stimulerait la croissance économique à l'approche de 2026.

Résultats préliminaires de la période de publication des bénéfices aux États-Unis – Les banques ont fait face aux préoccupations croissantes des investisseurs à l'aube de la période de publication des bénéfices du troisième trimestre. En septembre, le prêteur auto secondaire Tricolor et le fournisseur de pièces automobiles First Brands ont déclaré faillite, ce qui a entraîné des pertes combinées de plus de 1,5 milliard de dollars pour certaines institutions financières. Ces événements ont été suivis d'importantes radiations à Zions Bancorp et à Western Alliance, les deux ayant allégué une exposition à des activités hypothécaires frauduleuses en provenance de deux institutions financières autres que des institutions de dépôt de la Californie. Selon les commentaires des équipes de direction des banques lors de conférences téléphoniques sur les bénéfices, ces incidents liés au crédit sont probablement idiosyncrasiques plutôt que systémiques. Selon le rapport de FactSet *Earnings Insight* publié vendredi dernier, ce sont les bénéfices plus élevés que prévu du secteur des services financiers qui ont le plus contribué à la croissance globale des bénéfices de l'indice S&P 500. Déjà, 92 % des sociétés financières ont publié leurs résultats, et leurs revenus et leurs bénéfices sont supérieurs au consensus. Avec plus de 4 200 banques régionales, le secteur est toujours mûr pour une consolidation, une initiative à laquelle les autorités de réglementation sont devenues plus favorables; la FDIC et l'OCC simplifient les examens des fusions et les dirigeants de la Réserve fédérale indiquent que les fusions et acquisitions devraient rester une option viable. L'administration explore également des moyens de réduire les exigences en matière de capital qui ont été relevées dans la foulée de la crise financière mondiale. Cela laisserait plus de capitaux disponibles pour les prêts et les investissements dans la croissance. Les faillites dans la qualité

du crédit des prêteurs secondaires et la stabilité du marché de l'emploi sont certainement des points à surveiller, mais pour le moment, le canari dans la mine de charbon chante toujours.

Le marché canadien de l'habitation est resté équilibré en septembre – Les conditions les plus difficiles du marché de l'habitation ont été en grande partie maîtrisées dans le sud de l'Ontario et dans certaines parties de la Colombie-Britannique. À l'échelle nationale, les ventes sont de nouveau conformes aux normes d'avant la pandémie de COVID-19, même si les nouvelles inscriptions demeurent élevées. En septembre, les ventes de maisons existantes ont baissé de 1,7 % après désaisonnalisation, mais augmenté de 5,2 % par rapport à il y a un an. En raison de ces conditions équilibrées, après désaisonnalisation, le prix de référence national a diminué de seulement 0,1 % en septembre, ce qui est toujours inférieur de 3,4 % au niveau d'il y a un an. Le prix de référence national demeure inférieur de plus de 17 % aux sommets atteints au début de 2022, et continue de faire du surplace.

La confiance des entreprises canadiennes demeure faible – L'enquête de la Banque du Canada (BdC) sur les perspectives des entreprises a été menée du début d'août au début de septembre, avant que le gouvernement annonce l'élimination de presque toutes les contre-mesures tarifaires imposées aux États-Unis. L'indicateur de l'enquête sur les perspectives des entreprises (-2,28) a augmenté pour la première fois en trois trimestres, mais prolonge une période de près de trois ans en territoire négatif. L'incertitude commerciale demeure une préoccupation persistante pour les entreprises; la part des répondants qui prévoient une récession a grimpé à 33 % au troisième trimestre. Le gouverneur de la BdC, Tiff Macklem, a accordé la priorité à la gestion du risque compte tenu de l'incertitude persistante entourant les perspectives économiques. Les sondages sur la confiance des entreprises et des consommateurs du troisième trimestre ont montré que les risques nets demeurent négatifs, surtout pour ce qui est du marché de l'emploi.

L'inflation à la consommation au Canada augmente un peu plus que prévu – Les prix à la consommation ont augmenté de 0,1 % sur le mois en septembre (ou de 0,4 % après désaisonnalisation), ce qui est suffisamment élevé pour faire grimper l'inflation globale de 0,5 % à 2,4 %. Ce résultat décevant concernant l'inflation globale a surtout été imputable aux prix de l'essence – bien que la situation s'inversera en partie le mois prochain –, mais l'inflation de base a été un peu supérieure aux attentes dans l'ensemble et révèle une certaine résistance irritante. Les deux mesures de l'inflation de base de la BdC ont été au-dessus de 3 %; l'inflation médiane et l'inflation tronquée se situent respectivement à 3,2 % et à 3,1 %. L'inflation plus élevée que prévu rend incertaine la décision de la BdC à l'égard des taux la semaine prochaine. L'équipe Études économiques BMO prévoit que la banque centrale abaissera éventuellement le taux de financement à un jour à 2,0 % (et possiblement plus bas si les tensions commerciales s'accroissent), mais elle n'est pas convaincue qu'il y aura une autre réduction en octobre.

La semaine prochaine

À l'heure où nous écrivons ces lignes, le gouvernement américain reste fermé et les deux parties sont fermement campées sur leurs positions. Cela continuera de retarder la publication de nombreux ensembles de données clés; nous les avons (à regret) énumérés ici en italiques. Les deux banques centrales annoncent leurs décisions à l'égard des taux mercredi et tiendront des conférences de presse pour en discuter. L'annonce du PIB canadien est prévue pour vendredi. **La première partie en Série mondiale des Blue Jays de Toronto contre les champions en titre, les Dodgers de Los Angeles, aura lieu ce soir, le vendredi 24 octobre, à Toronto.**

Lundi 27 octobre – *Commandes de biens durables* aux États-Unis | *Indice des prix des logements neufs* au Canada

Mardi 28 octobre – *Confiance des consommateurs* aux États-Unis

Mercredi 29 octobre – *Décision relative aux taux et communiqué de presse du FOMC, balance commerciale et stocks des détaillants* aux États-Unis | *Décision relative aux taux et communiqué de presse de la BdC et prix de gros* au Canada

Jeudi 30 octobre – *Demandes initiales de prestations d'assurance-emploi hebdomadaires et PIB* aux États-Unis

Vendredi 31 octobre – *Baromètre des entreprises de Chicago et DPC* aux États-Unis | *PIB* au Canada

Fiche des données au 22 octobre 2025

Rendements totaux du marché boursier						
	Niveau au 22 octobre 2025	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
S&P 500	6 699	0,5 %	15,1 %	25,0 %	26,3 %	-18,1 %
NASDAQ	22 740	0,3 %	18,4 %	29,6 %	44,7 %	-32,5 %
DOW	46 590	0,9 %	11,0 %	15,0 %	16,2 %	-6,9 %
Russell 2000	2 452	0,0 %	11,1 %	11,5 %	16,9 %	-20,5 %
S&P/TSX	29 983	-0,4 %	23,9 %	21,7 %	11,8 %	-5,8 %
MSCI EAEO	10 248	0,9 %	26,8 %	3,8 %	18,2 %	-14,5 %
MSCI Marchés émergents	751	1,4 %	30,8 %	7,5 %	9,8 %	-20,1 %
Rendements totaux du marché obligataire						
		Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
Bloomberg U.S. Aggregate		0,3 %	7,6 %	1,3 %	5,5 %	-13,0 %
Bloomberg U.S. Treasury		0,3 %	6,8 %	0,6 %	4,1 %	-12,5 %
Bloomberg U.S. Corporate		0,3 %	8,2 %	2,1 %	8,5 %	-15,8 %
Bloomberg U.S. High Yield		0,2 %	7,2 %	8,2 %	13,4 %	-11,2 %
Bloomberg 1-10 Year Munis		0,1 %	4,6 %	0,9 %	4,5 %	-4,7 %
Bloomberg Canada Aggregate		0,2 %	3,5 %	4,0 %	6,5 %	-11,3 %
Bloomberg Canada Treasury		0,2 %	2,8 %	2,9 %	5,0 %	-9,9 %
Bloomberg Canada Corporate		0,1 %	4,7 %	6,9 %	8,2 %	-9,5 %
Rendement des obligations d'État						
	22 octobre 2025	Fin du dernier mois	Fin du dernier trimestre	2024	2023	2022
Bon du Trésor américain 10 ans	3,95 %	4,15 %	4,15 %	4,57 %	3,88 %	3,88 %
Obligation Canada 10 ans	3,06 %	3,18 %	3,18 %	3,23 %	3,11 %	3,30 %
Obligation Royaume-Uni 10 ans	4,42 %	4,70 %	4,70 %	4,56 %	3,53 %	3,66 %
Bund allemand 10 ans	2,56 %	2,71 %	2,71 %	2,36 %	2,02 %	2,57 %
Obligation Japon 10 ans	1,64 %	1,64 %	1,64 %	1,09 %	0,61 %	0,41 %
Devises et actifs réels						
	Niveau au 22 octobre 2025	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
Indice USD	98,90	0,5 %	-8,8 %	7,1 %	-2,1 %	8,2 %
CAD-USD	0,71 \$	0,2 %	2,8 %	-7,9 %	2,3 %	-6,7 %
Bitcoin	107 689,61 \$	0,6 %	14,9 %	120,5 %	157,0 %	-64,3 %
Or	4 098,42 \$	-3,6 %	56,2 %	27,2 %	13,1 %	-0,3 %
Pétrole (WTI)	58,50 \$	1,7 %	-18,4 %	0,1 %	-10,7 %	6,7 %

* Les analyses comparatives ne reflètent pas le rendement réel des placements, mais les résultats de l'indice sous-jacent mentionnés. On ne peut pas investir directement dans un indice. Les définitions des indices se trouvent à la fin de la présente publication.

Définition des indices

Indices boursiers

L'**indice S&P 500^{MD}** est un indice d'actions de sociétés américaines à grande capitalisation. Il comprend 500 sociétés de premier plan et couvre environ 80 % de la capitalisation boursière disponible.

L'**indice composé NASDAQ** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière de plus de 3 000 actions ordinaires cotées à la bourse du Nasdaq.

Le **Dow Jones Industrial Average (« DOW »)** est une moyenne pondérée en fonction du cours de 30 actions importantes négociées à la Bourse de New York et au Nasdaq.

L'**indice Russell 2 000^{MD} (« Russell 2 000^{MD} »)** est un indice non géré qui mesure le rendement des 2 000 plus petites sociétés américaines de l'indice Russell 3 000^{MD}.

L'**indice S&P/TSX** est un indice boursier pondéré en fonction de la capitalisation qui reproduit le rendement des plus grandes sociétés cotées à la principale bourse du Canada, la Bourse de Toronto (« TSX »).

L'**indice MSCI EAE0 (Indice des marchés développés – Europe, Australasie et Extrême-Orient)** est un indice standard non géré de titres étrangers qui représente les principaux marchés boursiers non américains, sous la surveillance de Morgan Stanley Capital International. Il est représentatif des grandes et moyennes sociétés des pays de 21 marchés développés du monde entier, à l'exception des États-Unis et du Canada.

L'**indice MSCI Marchés émergents** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière représentatif de la structure de marché des pays émergents d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Avant le 1^{er} janvier 2002, les rendements de l'indice MSCI Marchés émergents étaient présentés avant déduction des retenues d'impôt.

Indices de titres à revenu fixe

L'**indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations américaines à taux fixe de catégorie investissement, y compris les titres d'État et de créance, les titres de transfert de créances hypothécaires émis par des organismes publics, les titres adossés à des créances mobilières et les titres de créances hypothécaires commerciales.

L'**indice Bloomberg U.S. Treasury** est un indice non géré qui comprend un large éventail d'obligations du Trésor américain et qui est considéré comme représentatif du rendement global des obligations du Trésor américain.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate Bond** mesure le rendement du marché des obligations de sociétés imposables à taux fixe de qualité investissement. Il comprend des titres libellés en dollars américains émis par des émetteurs américains et non américains des secteurs de l'industrie, des services publics et des services financiers.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate High Yield** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations de sociétés à taux fixe imposables, de qualité inférieure et libellées en dollars américains. Un titre est considéré à rendement élevé si la moyenne des notes qui lui sont attribuées par Moody's, Fitch et S&P est inférieure ou égale à Ba1/BB+.

L'**indice Bloomberg 1-10 Year Blend Municipal Bond** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande qui couvre les composantes courte et intermédiaire de l'indice Bloomberg Capital Municipal Bond, un indice non géré, pondéré en fonction de la valeur marchande, qui couvre le marché obligataire américain de catégorie investissement exempt d'impôt.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond** mesure le rendement du marché des obligations imposables à taux fixe de catégorie investissement libellées en dollar canadien. Il comprend des titres du Trésor, des obligations gouvernementales et des obligations de sociétés.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Treasury** est la sous-composante « Trésor » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Corporate** est la sous-composante « sociétés » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

BMO | Gestion privée

Les renseignements contenus dans le présent document sont fondés sur des sources comme les rapports des émetteurs, les services statistiques et les communications d'entreprise. Nous les estimons fiables sans toutefois en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité. Les opinions exprimées dans le présent document sont purement ponctuelles et peuvent changer en tout temps. BMO Gestion privée n'est pas responsable des pertes pouvant découler de l'utilisation du présent commentaire. Les informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris, sans s'y limiter, des produits de base, des titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments ne doivent pas être considérés comme un conseil en matière de placement ou de fiscalité ou comme une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération, ni comme une assurance ou une garantie en ce qui concerne les résultats d'une quelconque opération. Vous ne devriez pas agir sur la foi de ces renseignements ni vous y fier sans avoir obtenu les conseils d'un professionnel compétent.

BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.

ⁱ Household consumption, percent of GDP in G7 | TheGlobalEconomy.com

ⁱⁱ Top 10% of Earners Drive a Growing Share of US Consumer Spending | Bloomberg

ⁱⁱⁱ Comparing household assets across the wealth distribution | FRED Blog

^{iv} A Record 500 American Billionaires Are Too Poor To Make The Forbes 400

^v Buy Now Pay Later Global Business Report 2025: BNPL Payments to Grow by 13.7% to Surpass \$560 Billion this Year, Driven by Klarna, Afterpay, PayPal, and Affirm - Forecast to 2030

^{vi} Median Income by Generation: How Do You Compare? | Kiplinger

^{vii} The new face of Gen X anxiety: Middle-aged Main Street business owners